

Bilan de collecte de l'enquête Patrimoine 97

La collecte de l'enquête Patrimoine s'est déroulée entre le 13 octobre 1997 et le 20 janvier 1998

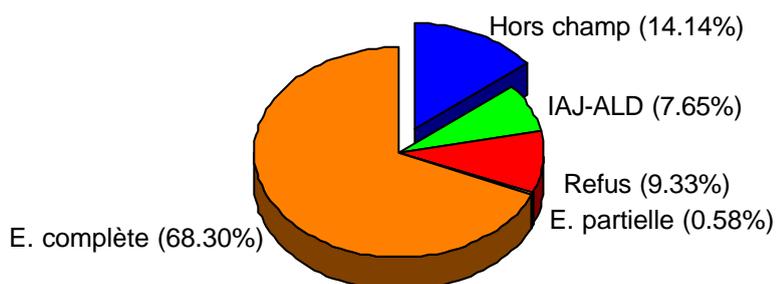
1. Résultats nationaux

Globalement, 10 168 enquêtes ont été réalisées entièrement, parmi un ensemble de 12 782 résidences principales issues d'un échantillon de départ de 14 832 logements du RP90. France entière, la proportion de logements qui se sont avérés hors du champ des résidences principales est de 14,1 %. 10,9 % des ménages occupant des logements du champ de l'enquête ont explicitement refusé l'enquête, tandis que le taux d'acceptation (enquêtes réalisées/champ des résidences principales) est de 80,2 %. On notera un taux élevé de ménages indisponibles (8,9 %), qu'ils soient impossibles à joindre, absents de longue durée ou inaptes à l'enquête : ces ménages n'ont pas refusé explicitement l'enquête et se trouvent *a priori* dans le champ des ménages à enquêter.

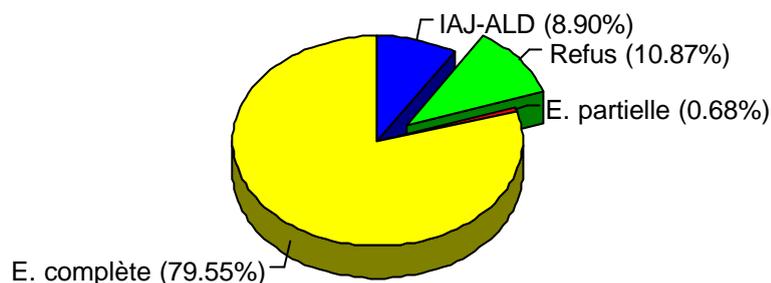
Nombre total de Fiches-adresse *	CHAMP	12 782	Enquêtes réalisées et validées (complètes)	10 168
			Enquêtes réalisées partiellement	87
14887	HORS CHAMP	2 105	Absents de longue durée	188
			Impossibles à joindre	604
			Enquêtes impossibles(inaptes)	346
			Refus explicites	1 389
			Logements vacants	1 075
			Logements occasionnels	110
	Résidences secondaires	606		
	Autres hors champ	314		

(*) Y compris les fiches-adresse issues de logements éclatés

Collecte de l'enquête Patrimoine 97 (ensemble des fiches-adresse)



Collecte de l'enquête Patrimoine 97
(ensemble des résidences principales)



En moyenne, l'entretien en face à face a duré 65 minutes. Compte tenu d'une forte variabilité de cette durée en fonction de la situation professionnelle ou patrimoniale du ménage, la rémunération des enquêteurs était modulable pour tenir compte d'un questionnaire plus long des travailleurs indépendants, à qui on demandait de décrire leur activité, et des ménages endettés, qui devaient décrire chacun de leur crédit en détail.

La rémunération a été déléguée sur la base d'un entretien moyen de 75 minutes (65 mn observées), résultant d'un entretien de base de 60 mn (57 mn observées) auquel s'est ajouté un questionnaire de 30 minutes pour les indépendants (23 mn) et de 10 mn pour les ménages endettés à titre non professionnel (10 mn observées).

	Durée observée lors de l'enquête (France entière)	Test d'avril 1997 (250 questionnaires, 3 régions)	Base de la tarification retenue (en mn)
Questionnaire moyen	65	73	75
Partie indépendant	23	28	30
Partie endettement privé	10,2	10	10
Durée moyenne des rappels téléphonique	15	10-20	20

On constate que la durée moyenne des parties communes à tous les ménages varie très peu selon le type de ménage (salarié, indépendant, endetté...).



	Durée moyenne d'interview observée (en mn)		
	Ensemble des ménages	Ménages d'Indépendants	Ménages endettés à titre privé
Tronc commun	8,6	9	9,3
Recensement des actifs	9	12	9,5
Actifs financiers et logements	14	17	14,6
Indépendant *	23	23	23
Revenu, épargne	8,6	9,2	9
Endettement privé *	10,2	8,5	10,2
Partie biographique	16,5	17	16,3
Questionnaire complet	65	95	73

(*) Pour les ménages concernés

2. Résultats régionaux

Les tableaux suivants présentent les principaux résultats région par région. Les deux premiers sont relatifs au taux de réponse. Outre l'importance variable des logements hors champ, on note que le *taux d'acceptation* parmi les résidences principales varie de 75 à 91 % selon les régions, avec une meilleure acceptation dans la moitié Sud du territoire.

	Total	Hors champ	Champ des Résidences principales	Enquêtes réalisées ERV	Enquêtes partielles ERP	IAJ ALD IMP	Refus explicites
Ile-de-France	2 075	258	1 817	1 300	10	250	257
Champagne	940	114	826	650	9	56	111
Hte Normandie	588	56	532	400	2	49	81
Centre	874	116	758	601	5	70	82
Bourgogne	734	100	634	546	2	42	44
Nord	974	100	874	687	2	72	112
Lorraine	544	59	485	397	3	41	44
Alsace	403	41	362	313	0	17	32
Pays de Loire	822	113	709	618	6	45	40
Bretagne	1 121	173	948	740	15	97	96
Poitou Charente	420	54	366	304	3	18	41
Aquitaine	724	100	624	512	4	54	54
Midi Pyrénées	718	107	611	516	6	39	50
Limousin	200	41	159	138	0	9	12
Rhône-Alpes	1 437	233	1 204	934	6	114	150
Auvergne	378	57	321	253	4	25	39
Languedoc	639	146	493	392	3	47	51
PACA	1 296	237	1059	866	7	93	93
Ensemble	14 887	2 105	12 782	10 168	87	1 138	1 389



	Taux d'enquêtes réalisées	Taux de Hors champ	Champ de l'enquête		
			Taux de IAJ ALD IMP	Taux de Refus	Taux d'acceptation ERP + ERV
Ile-de-France	62.7%	12.4%	13.76%	14.1%	72.1%
Champagne	69.1%	12.1%	6.78%	13.4%	79.8%
Hte-Normandie	68.0%	9.5%	9.21%	15.2%	75.6%
Centre	68.8%	13.3%	9.23%	10.8%	79.9%
Bourgogne	74.4%	13.6%	6.62%	6.9%	86.4%
Nord	70.5%	10.3%	8.24%	12.8%	78.8%
Lorraine	73.0%	10.8%	8.45%	9.1%	82.5%
Alsace	77.7%	10.2%	4.70%	8.8%	86.5%
Pays de la Loire	75.2%	13.7%	6.35%	5.6%	88.0%
Bretagne	66.0%	15.4%	10.23%	10.1%	79.6%
Poitou-Charentes	72.4%	12.9%	4.92%	11.2%	83.9%
Aquitaine	70.7%	13.8%	8.65%	8.7%	82.7%
Midi-Pyrénées	71.9%	14.9%	6.38%	8.2%	85.4%
Limousin	69.0%	20.5%	5.66%	7.5%	86.8%
Rhône-Alpes	65.0%	16.2%	9.47%	12.5%	78.1%
Auvergne	66.7%	15.1%	7.79%	12.1%	79.8%
Languedoc	61.3%	22.8%	9.53%	10.3%	80.1%
PACA	66.8%	18.3%	8.78%	8.8%	82.4%
Ensemble	68.3%	14.1%	8.9%	10.9%	80.2%
dénominateur retenu	Total FA	Total FA	Champ	Champ	Champ

La durée des entretiens est assez naturellement corrélée avec certaines caractéristiques des ménages enquêtés, telles que le fait d'être travailleur indépendant (*graphique 2*), âgé, vivant en milieu rural, fortuné, etc. Tous éléments qui peuvent permettre de comprendre pourquoi les temps d'enquête apparaissent en moyenne plus courts dans les grands centres urbains (Paris, Marseille, Lille) et au contraire plus long dans des zones plus rurales et agricoles (Auvergne, Limousin, Bourgogne, Bretagne...).

La durée moyenne tous ménages confondus varie de 55 mn à 1 H 17 selon les régions. Près de 20 % des enquêtes durent moins de 40 minutes et celles qui durent plus de 1 H $\frac{3}{4}$ sont le plus souvent le fait de ménages indépendants actifs à qui on demande de décrire leur activité assez en détail.



	Proportion de ménages d'indépendants	Proportion d'endettés à titre privé	Durée moyenne de l'entretien (en mn)	Entretien < 40 mn (en %)	Entretien > 105 mn (en %)
Ile-de-France	11.6%	41.7%	55	29	7
Champagne	13.2%	52.5%	64	18,3	10,5
Hte-Normandie	10.0%	49.0%	62	19	11
Centre	15.5%	50.8%	68	12	12
Bourgogne	20.1%	49.8%	75	10,3	20
Nord	9.3%	47.0%	63	15,7	7
Lorraine	12.0%	51.0%	66	17,7	11
Alsace	11.8%	45.7%	65	15,7	9,3
Pays de la Loire	16.5%	49.8%	65	21,5	10,7
Bretagne	15.4%	47.4%	68	15,4	12,4
Poitou-Charentes	17.3%	46.9%	65	19	11,2
Aquitaine	15.5%	44.4%	66	19,4	11,7
Midi-Pyrénées	22.6%	44.1%	66	20,9	10,3
Limousin	18.8%	46.4%	77	13,8	15,2
Rhône-Alpes	14.9%	51.5%	70	14,3	15,6
Auvergne	16.0%	42.8%	73	13,1	16,7
Languedoc	16.7%	44.3%	65	17,6	11,7
PACA	14.0%	43.2%	59	24,6	8,7
Ensemble	14.6%	47.0%	65	18,8 %	11,2 %

La proportion de questionnaires à relire (40,6 %) apparaît ici un peu plus élevée que prévue (1/3), du fait notamment d'une imperfection du programme d'apurement qui a conduit à relire pratiquement tous les questionnaires d'indépendants. Malgré la gêne introduite, on peut penser qu'une relecture - même partielle - de ces questionnaires par nature complexes n'aura pas été inutile. Selon les régions cette proportion a pu varier de 37 % à 47 %. Par ailleurs, la lecture du fichier des remarques a parfois conduit à relire d'autres questionnaires.

Les concepteurs ont relu un peu plus de 8% des questionnaires (soit 877 au total) : ces enquêtes leur ont été envoyées par les gestionnaires, soit parce qu'elles présentaient des difficultés, des anomalies, soit parce que l'apurement a conduit à modifier des montants, soit enfin parce qu'il s'agissait de questionnaires d'indépendants d'un type particulier (profession libérale, double module, société de capitaux).



	% de quest. à relire (LIRE=oui)*	% de quest. envoyés aux concep- teurs	Taux de rappel télépho- nique fructueux	Durée du rappel télépho- nique	Nombre de messages confirmés (MSCm)*	Indice de qualité sur les montant (QUAm)*
Ile-de-France	37	12,1	6,6	15	0,92	0,06
Champagne	42	7,4	3,9	12	0,93	0,08
Hte-Normandie	39	8,5	3,8	24	0,75	0,05
Centre	39	6,6	6,7	15	0,90	0,06
Bourgogne	47	11,7	4,8	21	1,01	0,04
Nord	39	5,5	5,1	10	0,89	0,06
Lorraine	41	8,2	3,3	8	0,84	0,03
Alsace	37	7,0	3,5	10	0,64	0,05
Pays de la Loire	39	10,7	6	15	0,86	0,02
Bretagne	40	8,1	5,8	14	0,94	0,04
Poitou- Charentes	42	13,6	2	14	0,80	0,04
Aquitaine	41	4,3	7,2	16	0,99	0,04
Midi-Pyrénées	45	13,0	19,4	15	1,33	0,09
Limousin	44	8,7	3,6	20	0,92	0,06
Rhône-Alpes	42	8,2	6,6	15	0,87	0,04
Auvergne	44	5,4	6,7	16	1,22	0,07
Languedoc	45	6,1	7,1	16	1,01	0,03
PACA	38	6,0	5	16	0,78	0,04
Ensemble	40,6	8,5	6,2	15	0,92	0,05

(*) LIRE=oui : questionnaire qui doit être relu et validé par la DR. D'autres questionnaires déjà validés peuvent toutefois demander une relecture suite à une remarque de l'enquêteur.

MSCm : nombre moyen de message confirmé par l'enquêteur lors d'une enquête.

QUAm : nombre moyen de refus ou « ne sait pas » sur une question essentielle de montant, par questionnaire.

La fréquence des rappels téléphoniques fructueux - ceux qui ont permis d'obtenir des renseignements complémentaires sur la partie *indépendant* ou *endettement* et qui étaient rémunérés - tourne autour de 6% des enquêtes réalisées (à l'exception notable de Midi-Pyrénées, où ce taux atteint près de 20 %) et dure en moyenne un quart d'heure. Le recours au téléphone apparaît moindre que ce qui était escompté, malgré une rémunération volontairement incitatrice (forfait de 50 F). Les écarts entre région peuvent s'expliquer en partie par la proportion différente de ménages d'indépendant, de multi-endettés, mais aussi par des différences culturelles : celles-ci sont susceptibles d'avoir concernées tant les enquêtés que les enquêteurs, voire les gestionnaires.

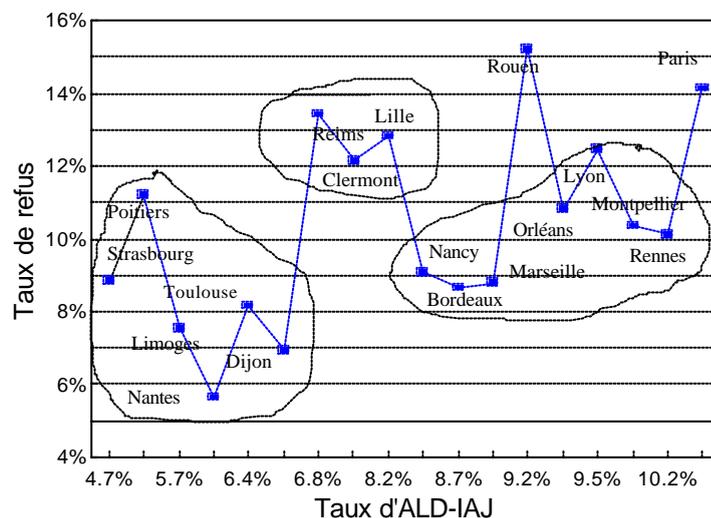
En moyenne nationale, un questionnaire sur deux ne contient aucune remarque lorsqu'il arrive en direction régionale, et seuls 4% des questionnaires comportent un commentaire général, avec de fortes disparités régionales. La durée de l'entretien semble dépendre, entre autres facteurs, du nombre de remarques introduites dans les questionnaires.



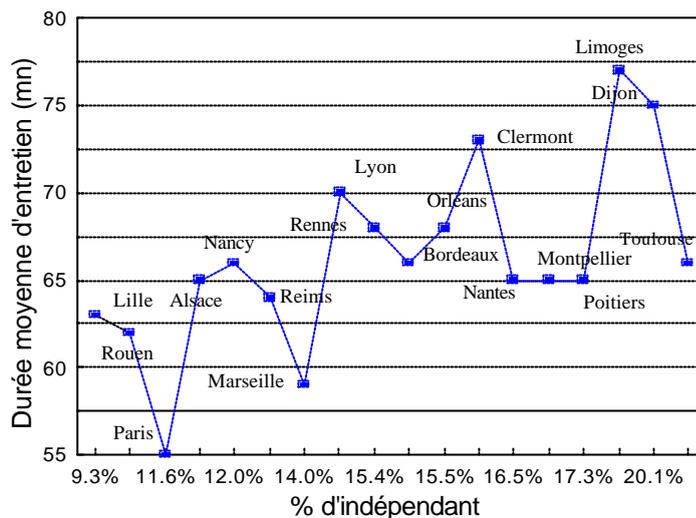
	Nombre moyen de remarques par quest.	Taux de questionnaire sans aucune remarque	Taux de retour des questionnaires auto-administrés sur le risque *
Ile-de-France	1,07	59	21,8
Champagne	1,06	61	29,8
Hte-Normandie	0,91	58	18,0
Centre	2,17	41	13,1
Bourgogne	2,00	34	46,7
Nord	0,81	63	35,4
Lorraine	1,20	52	37,8
Alsace	0,83	52	34,8
Pays de la Loire	1,65	40	36,9
Bretagne	1,85	35	21,6
Poitou-Charentes	1,02	55	29,6
Aquitaine	0,94	58	27,3
Midi-Pyrénées	1,27	51	43,0
Limousin	1,24	48	13,8
Rhône-Alpes	1,61	40	21,5
Auvergne	3,31	23	50,8
Languedoc	1,60	52	30,6
PACA	1,29	49	31,3
Ensemble	1,4	49	31,1

(*) Il s'agit de la proportion de ménages ayant répondu entièrement à l'enquête Patrimoine et qui, à la date du 6 février, ont renvoyé au moins un questionnaire individuel par la poste. En outre, 195 enveloppes (comprises dans la ligne 'ensemble') sont parvenues avec un identifiant erroné qui ne permet pas pour l'instant de les affecter à une région particulière. L'examen des tampons de la Poste devrait permettre un tel classement.

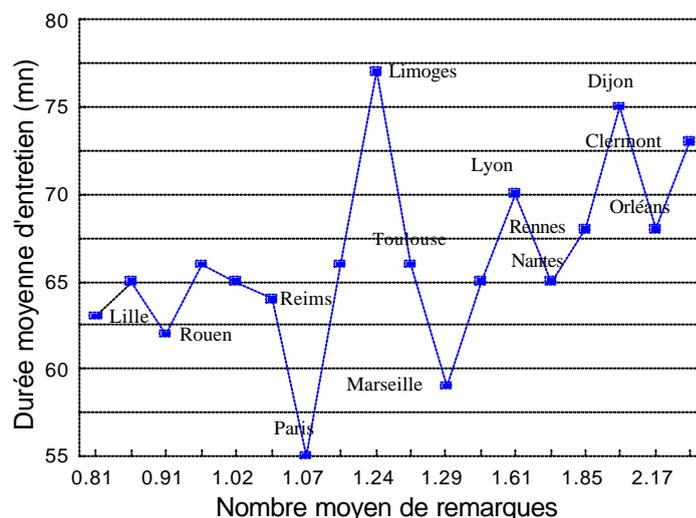
Graphique 1



Graphique 2



Graphique 3



A la fin de l'entretien, l'enquêteur devait laisser au ménage un questionnaire recto-verso *individuel* (un pour la personne de référence et un pour le conjoint) en lui demandant de le(s) renvoyer par la poste dans une enveloppe T Ce court questionnaire complémentaire, à caractère méthodologique, vise à cerner le comportement face au risque et la représentation que la personne se fait de son avenir. Le taux de retour, encore provisoire puisque des questionnaires parviennent encore à l'Insee, est à ce jour de l'ordre d'un tiers des ménages. Le nombre de questionnaires réceptionnés étant bien sûr supérieur puisque certains couples ont renvoyé deux questionnaires. Sur ce retour, les disparités interrégionales sont fortes et feront l'objet d'analyses plus fines.

3. Des résultats encourageants

Il est trop tôt pour juger de la qualité des données collectées, et l'évaluation de la collecte, tant du côté des enquêteurs que de celui des directions régionales est actuellement en cours. Mais sans attendre ces éléments indispensables pour étayer un bilan définitif, on peut déjà



se féliciter, au moins du point de vue du concepteur, du bon déroulement de l'opération et de la bonne acceptation auprès des ménages d'une enquête réputée à juste titre délicate.

Les taux d'acceptation parlent d'eux-mêmes lorsqu'il s'agit d'estimer l'accueil réservé par les ménages à l'enquête. Cette enquête étant située loin du recensement, la principale cause de déchet réside dans le nombre important de logements « hors champ », c'est-à-dire de logements de l'échantillon qui ne sont pas des résidences principales. A cela s'ajoute une proportion non négligeable de ménages impossibles à joindre, absents de longue durée ou inaptes à l'enquête. Parmi ces dernières catégories, situées dans le champ de l'enquête mais qui n'ont pas répondu, il serait naïf d'exclure qu'une partie, impossible à chiffrer en l'état, constitue des refus déguisés.

Par rapport à la précédente enquête approfondie sur le patrimoine, *Actifs financiers 91-92*, le taux d'acceptation est tout à fait comparable (80 % dans les deux cas). On constate plus précisément :

1/ qu'à éloignement comparable du recensement, on récolte un taux de hors champ du même ordre (14,9 % en 1991 à 9 ans du recensement de 1982 et 14,1 % en 1997, à 7 ans du recensement de 1990) ;

2/ une dérive de la proportion de ménages qui appartiennent bien au champ, mais qu'il est impossible d'enquêter, bien qu'ils n'aient pas refusé explicitement : le taux d'ALD-IAJ-IMP double, passant de 4,5 % en 1991 à 8,9 % en 1997 ; On notera que cette évolution n'est pas propre au thème de l'enquête : elle se retrouve dans d'autres enquêtes, telle par exemple l'enquête *Logement*.

3/ une baisse du taux de refus explicite (de 13,7 % en 1991 à 10,9 % en 1997). Tout se passe comme si cette baisse du taux de refus compensait en partie l'augmentation des ménages impossibles à enquêter.

